

Les relations de la Roumanie avec l'Afrique pendant la Guerre froide

Domnica Gorovei
Institut des études africaines et
Faculté de sciences politiques – Université de Bucarest

La relation entre la Roumanie et les pays africains est à placer dans le contexte de la Guerre froide ainsi que dans celui de la vague des indépendances africaines des années 1960. Dans ce double contexte, chaque bloc cherche un appui (idéologique) dans les nouveaux États africains, pour balancer la situation en sa faveur, tandis que les nouveaux régimes indépendants cherchent des partenaires pour consolider leur parcours, en tension avec les anciennes puissances coloniales qui veulent maintenir leur emprise sur les territoires. Par rapport à la rivalité Est-Ouest, l'Afrique devient un acteur convoité dans la confrontation mondiale par chacun des deux blocs et a assuré une influence importante aux leaders africains, qui l'ont valorisé au maximum.²

La relation occidentaux-communistes-africains est à analyser à partir du concept « soft power, » défini comme la compétence des États d'obtenir ce qu'ils veulent non pas par des moyens coercitifs mais en utilisant la voie de l'attractivité, par des politiques très diverses comme les affaires étrangères, les relations économiques, scientifiques, culturelles ou bien universitaires.³

Dans le contexte de la déstalinisation menée par Nikita Khrouchtchev après 1953, également l'intérêt de l'Union Soviétique pour les pays du Tiers Monde change. Staline avait ignoré ces parties du monde et par exemple jusqu'à sa mort l'URSS n'avait aucune ambassade sur le continent africain.⁴ L'Afrique paraissait éloignée de l'intérêt communiste, en vertu de sa ruralité et de sa population prolétaire, respectivement de la perspective plutôt limitée de la retrouver sur la voie du « progrès social ». ⁵ Graduellement la consolidation du régime de Khrouchtchev signifie également, à partir de 1955,⁶ la prise de conscience de l'importance stratégique des mouvements nationalistes du Tiers Monde, qu'ils commencent à soutenir afin d'affaiblir le pouvoir des occidentaux.⁷ Sur le continent africain, les soviétiques superposent des raisons idéologiques sur des intérêts économiques afin d'exporter le modèle de développement économique socialiste.⁸

Le « modèle socialiste de développement » a été adopté par l'Union Soviétique à la fin des années 50, en tant que décision de la Commission Idéologique du Parti communiste, dans le contexte de l'intensification des relations avec la Guinée et le Ghana, afin de guider la politique envers le Tiers Monde. Le principe de base était simple : « une alliance entre l'Union Soviétique et les leaders nationalistes-bourgeois en émergence était considérée opportune et souhaitable, même si ce n'était qu'un compromis tactique de moment (...) pour changer leur évolution de développement selon les principes socialistes ». ⁹ Selon ces principes, l'Union Soviétique plie son modèle sur l'héritage de la domination coloniale des européens, qui signifiait une production centrée sur les besoins de l'étranger, l'exportation des produits agricoles (monocultures dans leur grande majorité, par exemple le cacao en Côte d'Ivoire) et l'importation des produits de manufacture. Pour ce faire, l'URSS prenait en considération

trois voies : les investissements dans l'agriculture afin de la rendre moderne et mécanisée sur la base de fermes étatiques collectives, les investissements dans l'infrastructure et les usines industrielles, respectivement la nationalisation des entreprises et le monopole de l'État sur l'industrie.¹⁰ Ainsi, la marche vers le progrès a signifié des exports de machines et d'experts vers des pays de l'Afrique, surtout vers l'Afrique de l'Ouest. L'émergence de nouveaux États a entraîné l'intensification de la présence des activités diplomatiques soviétiques sur le continent, car le gouvernement a reconnu ces États et a poussé vers la conclusion d'accords économiques et techniques.¹¹ Mais les bénéfices matériels et même idéologiques ont été décevants, en absence d'une stratégie claire des soviétiques pour l'Afrique, et après les expériences avec le Ghana et la Guinée, ainsi qu'après la crise du Congo, l'Union soviétique a commencé à douter de la viabilité de ce modèle.¹²

L'un des piliers principaux de l'URSS en Afrique c'est la Tchécoslovaquie, pays qui avait déjà eu des échanges intenses avec le continent africain dans l'entre-deux-guerres, et par la suite la première à y aller après la Seconde Guerre Mondiale, avec l'objectif d'établir des relations diplomatiques avec tous les pays de ce continent, qu'elle suit jusqu'à son invasion en 1968. Philip Muehlenbeck trouve qu'au début des années 1960 elle avait plus d'ambassades que l'URSS et plus de 2000 étudiants étrangers étaient formés gratuitement en Tchécoslovaquie. Ce même auteur identifie quatre raisons principales pour ce développement intensif des échanges avec l'Afrique : l'opportunité économique, l'opportunité pour le parti communiste (KSG) de montrer sa loyauté envers l'URSS, la consolidation de la légitimité du régime et respectivement un engagement sincère d'une grande partie des membres du gouvernement dans « la lutte contre l'exploitation capitaliste et la défense des peuples opprimés ». ¹³

Afin de saisir la complexité de la situation de la guerre froide, il faut mettre en évidence également la dynamique au niveau des pays non-alignés.¹⁴ La dynamique au niveau du bloc de l'Est doit prendre en considération la Yougoslavie de Iosip Broz Tito, qui en 1948 rompt les relations avec l'Union Soviétique et se lance dans un projet de « politique internationale alternative », à partir de deux contraintes, pour éviter son invasion : un engagement pour le minimisation du risque de sécurité envers l'URSS au niveau de sa frontière européenne, respectivement la non-ingérence dans la domination soviétique ou dans les politiques internes de Europe de l'Est.¹⁵ Ainsi, à la fin des années 1950 le Mouvement des non-alignés deviendra l'un des choix de la politique étrangère de Tito et en 1961 Belgrade va héberger la première conférence des pays non-alignés,¹⁶ un pas vers l'institutionnalisation de ce mouvement.¹⁷ La Yougoslavie de Tito devient l'illustration d'un régime communiste de l'Est, éloigné de l'URSS, cultivant un nationalisme exacerbé. Dans son sillage, le leader roumain Nicolae Ceaușescu va se

retourner de l'URSS pour emprunter dans les années 1960 la voie de l'éloignement de l'URSS, le Printemps de Prague de 1968 marquant la rupture claire, qui va augmenter le statut international de Ceaușescu et le rendra fréquentable. Ceaușescu et Tito vont se visiter avec constance et ce dernier va constituer l'un des exemples à suivre, y compris par rapport à la politique en Afrique – des visites, une expédition scientifique envoyées pour mieux connaître les réalités de terrain et constituer une base solide pour l'intensification des échanges.

La coopération bilatérale et les échanges avec les pays du Tiers Monde sont devenus pour Ceaușescu, tout comme ils l'étaient pour Tito, un moyen de légitimation et de consolidation du régime. Le prestige international devient un atout et le pouvoir puise une partie de sa source pas uniquement dans la force dans l'acceptation classique wébérienne mais aussi dans la reconnaissance internationale. Tito avait fait un pas en avant dans le sens de l'intégration de l'idéologie dans les affaires extérieures – il a englobé les normes internes dans une plateforme globale.¹⁸ A l'époque de la guerre froide « l'enjeu était la création d'un réseau de clients ou d'alliés appelés à opérer dans le cadre du conflit bipolaire ».¹⁹

La littérature de spécialité sur les relations entre les anciens pays du bloc communiste s'est intensifiée ces 10 dernières années, surtout dans le contexte de l'ouverture des archives diplomatiques de l'Europe de l'Est ainsi que de la conscientisation qu'il s'agissait d'un champ de recherche sous-développé.²⁰ Récemment également en Roumanie se développent les études sur les relations bilatérales avec le pays du continent africain. Par exemple, l'Institut des études africaines de l'Université de Bucarest fait déjà partie d'un groupe de recherche sur les étudiants africains en Roumanie²¹.

Notre perspective et recherches contribuent à la compréhension de ces dynamiques entre le Roumanie- partie du bloc de l'Est – et les pays africaines – partie du « sud global ». L'histoire de la diplomatie et respectivement les relations culturelles sont les deux perspectives que nous souhaitons développer dans les prochaines années. Des recherches aux Archives Nationales, aux Archives du Ministère des Affaires Etrangères roumaines ainsi qu'au Ministère des Affaires étrangères français, ainsi que les journaux de l'époque constituent nos principales sources de recherche.

REFERENCES

- [1] Une bonne partie de ces propos sont extraits de notre article "Regards croisés – les relations bilatérales Roumanie-Sénégal (1965-1980). Les échanges diplomatiques de Nicolae Ceaușescu avec Léopold Sédar Senghor", *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. XX no 4, 2020.
- [2] Naomi Chazan et al, *Politics and Society in Contemporary Africa* (Boulder: Lynne Rienner Publishers, 1999); Alex Thomson, *An Introduction to African Politics* (London; New York: Routledge, 2004).
- [3] Joseph S. Nye, "Soft power," *Foreign policy*, no 80 (Automne 1990), 163-171.
- [4] Philip Muehlenbeck, *Czechoslovakia in Africa, 1945-1968* (Palgrave, Macmillan, 2016), 1-15.
- [5] Allison Drew, "Communism in Africa," in *The Oxford Handbook of the History of Communism*, ed. Stephen A. Smith (Oxford : Oxford University Press, 2017, January 2014), 286.
- [6] Muehlenbeck identifie les 4 moments qui en 1955 font changer la perspective de l'URSS : la Conférence de Bandung, la Déclaration de Belgrade, le Sommet de Genève et l'entente Tchécoslovaquie-Egypte, *Czechoslovakia in Africa*, 1-15.
- [7] Sergey Mazov, *A Distant Front in the Cold War: The USSR in West Africa and the Congo, 1956– 1964*, (Washington, DC: Woodrow Wilson Press, 2010).
- [8] Drew, "Communism in Africa," Muehlenbeck, *Czechoslovakia in Africa*.
- [9] Maxim Matusevich, "Revisiting the Soviet Moment in Sub-Saharan Africa," *History Compass*, vol. 7, no. 5 (2009), 1260.
- [10] Ibid.
- [11] Igbo Natufe, *Soviet Policy in Africa: from Lenin to Brezhnev* (Bloomington: iUniverse, 2011), 182.
- [12] Alessandro Iandolo, "The rise and fall of the 'Soviet Model of Development' in West Africa, 1957– 64," *Cold War History*, vol. 12 no 4 (2012): 692, 702. Et pour ce qui est de la présence de l'URSS au Corne de l'Afrique, Radoslav A. Yordanov, *The Soviet Union and the Horn of Africa during the Cold War* (London: Lexington Books, 2016).
- [13] Muehlenbeck, *Czechoslovakia in Africa*: 17-47.
- [14] Jurgen Dinkel, *The Non-Aligned Movement : Genesis, Organization and Politics (1927-1992)* (Leiden: Brill, 2019) pour une approche du MNA de 1920 à 1990 et à partir des différentes perspectives de la littérature, le NAM comme mouvement qui se concrétise dans les années 1970 dans le contexte du conflit Nord-Sud. Car, selon Dinkel, uniquement à ce moment-là sont réunies les (six) conditions nécessaires pour qu'un mouvement existe au niveau international, 13-14.
- [15] Rinna Kullaa, *Non-Alignment and its Origins in Cold War Europe. Yugoslavia, Finland, and the Soviet Challenge*, (London: I. B. Tauris, 2011), xiv.
- [16] Le premier ministre de l'Inde Jawaharlal Nehru, le président de l'Egypte Gamal Abdel Nasser, le président de la Yougoslavie Josif Broz Tito, le président de l'Indonésie Sukarno et le premier ministre du Sri Lanka John Kotelawala.
- [17] Qui se produira dans les années 1970, v. Dinkel, *The Non-Aligned Movement*, 14.
- [18] Robert Niebuhr, *The Search for a Cold War Legitimacy. Foreign Policy and Tito's Yugoslavia* (Leiden, Boston: Brill, 2018), 5.
- [19] Susan L Woodward, « Construire l'État : légitimité internationale contre légitimité nationale ? », *Critique internationale*, vol. 3, no. 28 (2005), 139-152.
- [20] P. ex. le projet ELITAF, *Etudiants et élites africaines formés dans les pays de l'ex-bloc soviétique*, 2020.06.20, <https://www.fmsh.fr/fr/recherche/24205> ou bien celui des Universités de Belgrade, Columbia, Exeter, Leipzig, Oxford, Hungarian Academy of Sciences, University College of London, *Socialism goes Global*, 2020.06.20, [Socialism Goes Global \(exeter.ac.uk\)](https://www.exeter.ac.uk).
- [21] Gheorghiu Corlan Kouvouama (ed) - *Itinéraires des élites africaines dans le monde*, Ed: Universităţii Alexandru Ioan Cuza, Iași, 2022.